

Le choc chypriote

Michel Husson, *Epoxi*, mars 2013

Le plan imaginé par l'Eurogroupe pour Chypre témoigne de la violence des politiques européennes et de la capacité des dirigeants européens à aggraver la crise qu'ils sont censés gérer. Ils n'ont pas hésité à remettre en cause leur respect de la propriété privée, en l'occurrence leur engagement à garantir les dépôts bancaires jusqu'à 100 000 euros, au nom d'un principe supérieur : faire payer aux citoyens la facture de la crise. Ils se trouvaient dans le cas de Chypre face à un petit pays (0,2 % du PIB européen) mais qui avait besoin, pour recapitaliser ses banques, d'une « aide » de 15,8 milliards d'euros, à peu près équivalente à son PIB annuel.

Cela s'explique par la taille énorme des actifs bancaires de Chypre : 150 milliards d'euros, soit près de 9 fois le PIB. Elle illustre le rôle de plaque tournante pour les investissements russes « round-cycling » qui ne font que transiter par Chypre pour être réinvestis en Russie : ainsi, plus de 50% des investissements dans l'immobilier russe viennent de Chypre, qui est le deuxième investisseur étranger en Russie.

Le plan initial prévoyait une aide de 10 milliards d'euros, conditionnée à un prélèvement de 5,8 milliards sur les dépôts se répartissant ainsi : 2 milliards sur les dépôts en dessous de 100 000 euros et 3,8 milliards au dessus. Ses effets auraient été catastrophiques, avec une énorme ponction sur le pouvoir d'achat mais son annonce a suffi à déclencher une panique bancaire et un bras de fer entre la Russie et l'Union européenne. La pression populaire a heureusement conduit au refus de ce plan, mais le mal est fait et les conséquences sont difficiles à prévoir : un effet en retour sur la situation grecque, voire espagnole, n'est pas exclue, puisque dorénavant une ponction directe sur les dépôts est entrée dans le domaine du possible.

La vraie question est de savoir ce qu'il aurait fallu faire. L'idée de faire payer les oligarques russes est paradoxalement subversive, puisque les institutions européennes légitiment un projet consistant à faire payer la crise à ceux qui ont profité du capitalisme financier et non au peuple qui n'est en rien responsable de la crise. On pouvait recueillir la même somme en prélevant 15 % (et non 9,9 %) sur les seuls dépôts supérieurs à 100 000 euros. Cela impliquait à terme l'abandon du statut de « paradis bancaire » de Chypre, mais le pays pourrait se recentrer sur ses autres ressources, notamment les réserves de pétrole et de gaz récemment découvertes, et assainir en partie sa situation financière.

Les dirigeants européens faisaient preuve ces temps derniers d'un optimisme obscène en affirmant que la crise des dettes était dorénavant sous contrôle, oubliant le prix à payer pour « rassurer » les marchés financiers, à savoir le saccage de pays entiers, et en particulier de la Grèce. Mais le choc chypriote montre que rien n'est terminé et que la troïka est prête à pousser jusqu'à l'absurde la violence de ses politiques. La leçon à en tirer est double : que seules les résistances sociales peuvent répondre à cette violence et que les occasions de mobilisation n'ont pas disparu. Mais elles ont besoins de s'appuyer sur une alternative radicale qui passe par l'annulation des dettes illégitimes, la taxation des revenus du capital (seulement 10 % à Chypre !), la socialisation des banques et à l'échelle européenne une logique de solidarité. Chypre pourrait donner l'exemple, non pas par une sortie de l'euro qui ne réglerait rien, mais plutôt par des mesures de rupture en ce sens, allant jusqu'à l'émission directe de monnaie par le Banque centrale.